

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Face à la cohérence des attaques du patronat et du gouvernement

FAISONS FRONT

Alors que le nombre de chômeurs atteint un nombre record, gouvernement et patronat veulent nous faire travailler plus et pour un moindre coût, accroître encore plus la flexibilité (déjà issue de la loi Aubry) et remettre en cause le seul acquis : la réduction effective du temps de travail avec les 35 heures.

En 2004, les bénéficiaires des grandes entreprises ont eux aussi, battu des records alors que les salaires stagnent quand ils ne sont pas simplement bloqués, avec le chantage à l'emploi. Les cortèges de délocalisations et de licenciements se multiplient dans le même temps, fragilisant des bassins d'emplois entiers.

La politique de casse du code du travail accompagne le projet de « Refondation sociale » du Medef, instaurant la précarité en norme (80 % des contrats de travail signé aujourd'hui sont des CDD), en même temps que se multiplient les accidents du travail et les maladies professionnelles (troubles musculo-squelettiques, amiante).

Les acquis sociaux de la Libération sont également passés à la moulinette libérale : retraites, sécurité sociale et droit à la santé pour tous.

Au nom de la logique mortifère de « rentabilité » et de l'Accord Général de Commerce des Services (AGCS) signé dans le cadre de l'OMC, les services publics se privatisent ou disparaissent (unités hospitalières, bureaux de poste, gares, etc.) laissant des populations entières en état de relégation sociale.

Le service public d'éducation n'est pas non plus épargné : le projet de loi Fillon instaure une école à deux vitesses, accroissant encore plus les inégalités sociales.

Les femmes sont particulièrement pénalisées sur le marché du travail (chômage, inégalité des salaires, temps partiel subi...). De plus, sur fond de retour à l'ordre moral et sur pressions religieuses, le droit des femmes à l'égalité, à disposer de leur avenir et de leur corps nécessite toujours un combat quotidien.

Cette politique d'attaque généralisée constitue la trame du projet de Constitution européenne qui fera l'objet d'un référendum le 29 mai !

Contre cette politique libérale destructrice, les grèves et les manifestations se multiplient : les salariés des secteurs publics et privés contre l'augmentation du temps de travail, pour l'augmentation des salaires, les enseignants et les lycéens contre le projet Fillon, les chercheurs, les intermittents, les retraités pour la revalorisation de leur retraite, la population plus généralement contre la disparition des services publics (Guéret), etc. A cet égard, la mobilisation lycéenne représente une véritable bouffée d'air politique et sociale, réussissant même à mettre en difficulté le gouvernement.

Pourtant, l'échec des mobilisations en 2003 contre la réforme des retraites - auxquelles les salariés du privé se sont peu joints - montre à quel point les luttes secteur par secteur se suffiront pas pour gagner. Pas plus que l'expression, pourtant indispensable, d'un NON à la constitution européenne.

Il faut maintenant, en s'appuyant sur les mobilisations syndicales, associatives et sociétales, construire une convergence des luttes, un véritable front social de l'égalité et de la solidarité.

**Pour la satisfaction de nos revendications.
Pour inventer un autre futur, tou(te)s ensemble.**

Alternative libertaire
BP 295
75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL
ADRESSE.....



Pour info, analyse
et matériel
de mobilisation contre
la Constitution
européenne, consultez
le site Web d'AL,
www.alternativelibertaire.org